Fabien Conord (dir.), *Un autre scrutin présidentiel. Élire le chef de l'État au suffrage indirect en Europe*

Montrouge, éditions du Bourg, 2020, 202 p.

Jérôme Pozzi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/1135>

DOI : 10.4000/histoirepolitique.1135

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Jérôme Pozzi, « Fabien Conord (dir.), *Un autre scrutin présidentiel. Élire le chef de l'État au suffrage indirect en Europe* », *Histoire Politique* [En ligne], Comptes rendus, mis en ligne le 09 septembre 2021, consulté le 21 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/1135> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.1135>

Ce document a été généré automatiquement le 21 octobre 2021.

Histoire Politique

Fabien Conord (dir.), *Un autre scrutin présidentiel. Élire le chef de l'État au suffrage indirect en Europe*

Montrouge, éditions du Bourg, 2020, 202 p.

Jérôme Pozzi

RÉFÉRENCE

Fabien Conord (dir.), *Un autre scrutin présidentiel. Élire le chef de l'État au suffrage indirect en Europe*, Montrouge, éditions du Bourg, 2020, 202 p.

1 Cet ouvrage rassemble les actes d'un colloque universitaire qui s'est déroulé à Vichy (novembre 2019) et qui a été organisé par Fabien Conord, professeur d'histoire contemporaine et spécialiste de l'histoire des gauches. À quelques mois de l'élection présidentielle de 2021, les douze communications qui sont rassemblées dans le présent volume portent sur une époque révolue en France – puisque tel n'est pas le cas dans d'autres pays d'Europe –, en l'occurrence celle où l'élection du président de la République se déroulait au suffrage indirect. Les études sont principalement centrées sur la France, de la III^e à la V^e République, à l'exception de trois contributions qui sont consacrées à l'Allemagne, à l'Italie et aux États-Unis, à des fins comparatives, ce qui permet de « décentrer le regard et de réinterroger sa longue persistance puis son abandon dans le cas français » (Fabien Conord).

2 L'élection du président de la République à la majorité absolue des suffrages par le Sénat et par la Chambre des députés, réunis dans ce que l'on appelle communément le Congrès, est fixée par la « loi relative à l'organisation des pouvoirs publics » du 25 février 1875. La réunion du Congrès à Versailles est le théâtre d'une journée particulière, qui se déroule selon un rituel qui donne le visage d'une « République en spectacles » (Arnaud-Dominique Houte). La mise en scène de l'élection présidentielle contribue ainsi à la consolidation de la III^e République, notamment dans ses premières années, alors qu'elle est encore loin de faire l'unanimité. Même si le nombre de visiteurs est réglementé, on se presse à Versailles et on tient à s'y montrer, parfois en bonne compagnie car il « existe bien un snobisme du Congrès, qui se mesure à sa composition sociale » (Arnaud-Dominique Houte). À ces visiteurs vient s'ajouter le petit monde des journalistes qui fait le déplacement pour relater en détail l'événement. Toutefois, la durée de cette journée d'élection est souvent assez courte, puisque sur les quatorze élections présidentielles qui se sont déroulées sous la III^e République, seules quatre ont nécessité un second tour (1887, 1895, 1913, 1931). Le second tour de scrutin est donc l'exception plutôt que la norme. En fait, il faut attendre le scrutin du 3 décembre 1887 pour qu'il y ait véritablement une concurrence entre candidats à la suite de la démission de Jules Grévy. En outre, cette élection se déroule dans un contexte particulier puisque la menace d'une insurrection plane sur le Congrès en cas de victoire de Jules Ferry (Bertrand Joly). Les coulisses du scrutin montrent bien que les parlementaires de la III^e République ne veulent pas d'un homme qui ait de l'envergure et une certaine autorité à l'Élysée, ce qui contribue à l'élection de Sadi Carnot. Sur ce point, le régime parlementaire écarte Jules Ferry comme il écarte Georges Clemenceau, considéré comme « un personnage trop autoritaire » au profit de Paul Deschanel lors d'un vote préliminaire le 16 janvier 1920 (Fabienne Bock). Ainsi, en élisant Paul

Deschanel, les parlementaires votaient « pour un homme qui ne remettait pas en cause l'évolution qu'avait connue la fonction présidentielle depuis quatre décennies » (Fabienne Bock). Par ailleurs, l'année 1920 a la particularité de connaître deux élections présidentielles, en janvier et en septembre, qui aboutissent toutes deux à la démission des présidents élus, tout d'abord Paul Deschanel qui quitte l'Élysée pour raison de santé (septembre 1920) et ensuite Alexandre Millerand (juin 1924). En effet, l'auteur du discours d'Évreux (14 octobre 1923), dans lequel il s'opposait à la primauté du Parlement dans les institutions, est contraint de démissionner au bout de quatre ans de présidence en raison d'un blocage politique après les élections législatives de 1924 marquées par la victoire du Cartel des gauches (Jean-Étienne Dubois). Partisan d'une réforme des institutions, il se heurte à une majorité parlementaire qui a plutôt une lecture restrictive des prérogatives présidentielles. Dans ce contexte, le 13 juin 1924, les parlementaires élisent Gaston Doumergue contre Paul Painlevé, une des « incarnations principales du Cartel des gauches avec Herriot », même si « cette unanimité de l'opposition anticartelliste à se ranger derrière Doumergue ne se fait pas sans réticence, notamment en raison de sa confession protestante et de ses idées laïques affirmées » (Jean-Étienne Dubois).

- 3 Sur ce point, le quotidien catholique *La Croix* se plaît à donner des détails sur la vie morale et religieuse des candidats, tout en opposant « la dignité de l'élection des papes et des abbés aux désordres provoqués par celles des présidents de la République » (Jacqueline Lalouette). Dans une même veine, on peut lire dans *La Croix* que « tant que la France trahirait sa mission de fille aînée de l'Église, elle n'aurait à sa tête que de mauvais présidents ». Le rejet de la laïcité l'emportait donc sur le soutien à tel ou tel candidat, tout comme la prétendue influence des loges maçonniques dans la vie parlementaire de la III^e République. Pour les socialistes, ils se montrent « hostiles au principe même d'une présidence de la République » et ne sont « pas intéressés en tant que tels par la conquête de cette fonction » (Gilles Candar). Dans un certain nombre de scrutins, ils se contentent de soutenir le candidat qui est selon eux « le plus républicain possible », à l'instar entre autres d'Henri Brisson (1895), Amand Fallières (1906), Paul Painlevé (1924) et Aristide Briand (1931). C'est en 1913 que les socialistes présentent, pour la première fois sous la III^e République, un candidat en la personne de l'ancien communard Édouard Vaillant. Souvent, les socialistes optent pour une candidature de principe, comme celle de leur secrétaire général Paul Faure contre Albert Lebrun, mais celui-ci est facilement élu (1932). Du côté des communistes, la situation est différente puisque depuis sa naissance, le PCF a présenté des candidats (Jean Vigreux). C'est Zéphirin Camélinat, un vétéran de la Commune, qui est le premier candidat (1924), mais c'est surtout Marcel Cachin qui l'est à quatre reprises (1931, 1932, 1939, 1953), à l'exception de 1947 où le PCF soutient le socialiste Vincent Auriol dès le premier tour. Pour les communistes, il s'agit avant tout de « dénoncer les institutions bourgeoises et réactionnaires de la III^e République qui perpétue à Versailles, haut lieu de la monarchie absolue et de la réaction de 1871, le rituel d'élection d'un monarque » (Jean Vigreux). Toutefois, l'« acculturation communiste à l'élection présidentielle » s'effectue progressivement à partir des années 1920 et semble acquise à l'aune de la V^e République.
- 4 Sous la IV^e République, si l'élection de Vincent Auriol en janvier 1947 se déroula sans difficulté, il n'en fut pas de même de celle de son successeur. En effet, l'élection présidentielle de 1953 nécessita treize tours de scrutin, du 17 au 23 décembre, pour parvenir à l'élection de René Coty. Au premier tour, huit candidats s'affrontèrent, un

nombre jamais vu depuis 1871. Toutefois, Joseph Laniel, candidat en tête du troisième au dixième tour de scrutin fut « incapable de trouver la quarantaine de voix qui lui faisaient défaut pour gagner » (Gilles Richard). L'opposition au président du Conseil en exercice fut conduite par Roger Duchet, secrétaire général du Centre national des indépendants et paysans (CNIP) et sénateur-maire de Beaune, ainsi qu'Antoine Pinay. Gilles Richard montre bien que cette élection ne doit pas être analysée uniquement sous l'angle des divisions liées à la Communauté européenne de défense (CED), mais plutôt au prisme des conflits internes au CNIP. En effet, l'élection de René Coty « offrait la garantie que les intérêts du Centre national seraient toujours pris en compte à la tête de l'État ».

- 5 Au tournant des IV^e et V^e Républiques, l'élection du 21 décembre 1958 revêt un caractère particulier, comme le montre Bernard Lachaise dans sa contribution. D'une part, les parlementaires ne sont plus les seuls à voter, puisque le collège électoral est considérablement élargi et réunit 81 764 électeurs. D'autre part, le général de Gaulle l'emporte à plus de 78 % des suffrages exprimés contre ses deux challengers (Georges Marrane et Albert Châtelet). L'homme du 18 juin a ainsi la particularité d'être « le seul président de la République de l'histoire de France à avoir été désigné une fois au suffrage indirect et une seconde fois au suffrage universel » (Bernard Lachaise) lors de l'élection présidentielle des 5 et 19 décembre 1965.
- 6 L'ouvrage s'achève par une mise en perspective qui repose sur trois contributions consacrées à des exemples étrangers. Mathieu Dubois montre que le choix du suffrage indirect dans la Loi fondamentale de la RFA en 1949 est en quelque sorte la résultante du « complexe Hindenburg, l'échec de la république de Weimar s'expliquant par les responsabilités trop fortes accordées à la fonction suprême », ce qui a conduit *de facto* à la limitation des pouvoirs du président. Dorénavant, le président de la RFA est « une figure d'autorité morale incarnant par ses discours le consensus et l'éthique de la république » ; il tire sa légitimité du « consensus démocratique au sein du système partisan » (Mathieu Dubois). Si le président allemand a une fonction purement honorifique, la situation est un peu plus complexe en Italie, ce dont témoigne la contribution de Franck Laffaille, puisque le locataire du Quirinal est à la fois le symbole de l'unité nationale et l'élément de stabilisation de la majorité de gouvernement. Ainsi, depuis 1948, la fonction présidentielle en Italie ne doit pas être considérée comme impartiale ou neutre. L'auteur défend la thèse d'un « régime semi-présidentiel alternatif » car « la puissance de la fonction présidentielle croît avec la faible homogénéité de la majorité parlementaire/gouvernementale [...] et décroît en présence d'une majorité parlementaire stable et homogène » (Franck Laffaille). En outre, pour ce qui est du processus électif, le chef de l'État est élu pour sept ans par les deux chambres réunies en session commune et par des délégués (trois par région) élus par leur Conseil régional. Enfin, l'exemple des États-Unis est étudié par Arnaud Coutant qui revient sur l'histoire du collège électoral, considéré comme « un système faillible du point de vue démocratique », ce qui a été démontré au XXI^e siècle par l'élection de George Bush en 2000 et de Donald Trump en 2016, puisqu'un président peut obtenir une majorité de grands électeurs, en recueillant moins de suffrages exprimés que son adversaire. Afin d'expliquer cette situation, qui semble peu démocratique à un électeur européen, Arnaud Coutant rappelle que la Constitution de 1787 avait jugé comme prioritaire « la représentation de la fédération et des différents États » plutôt que la logique majoritaire. Ainsi, il y a un « lien direct avec les États » et la « perspective démocratique passe au second plan ». Par ailleurs, l'auteur s'interroge sur les solutions envisagées

pour mettre fin aux distorsions, qui restent toutefois épisodiques dans l'histoire politique des États-Unis, entre suffrage populaire et collège électoral, comme une élection à la proportionnelle à l'intérieur de chaque État pour remplacer la règle du « *winner take all* » (qui s'applique dans 48 des 50 États, à l'exception du Maine et du Nebraska) ou une réunion des États pour qu'ils « s'engagent à donner la totalité de leurs grands électeurs aux candidats ayant obtenu la majorité absolue des suffrages ». L'avenir nous dira si ces tentatives de réforme du processus électif américain aboutiront.

- 7 Tout compte fait, la lecture de cet ouvrage dirigé par Fabien Conord est stimulante et l'ensemble des contributions apporte des éclairages pertinents sur une élection au suffrage indirect qui semble à présent bien éloignée de la culture politique française, puisque, comme le souligne Olivier Dard dans sa conclusion, « l'élection présidentielle au suffrage universel direct est tout autant le temps fort que le pivot de la vie politique française ».